

ASSEMBLÉE NATIONALE

27 juin 2023

ORIENTATION ET PROGRAMMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE 2023-2027 - (N° 1440)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 37

présenté par

M. Gosselin, Mme Corneloup, M. Bony, M. Bazin, Mme Louwagie, M. Bourgeaux, M. Nury, M. Fabrice Brun, M. Hetzel, M. Vatin, Mme Dalloz, M. Schellenberger, M. Neuder, M. Pauget, Mme Frédérique Meunier, M. Ray, M. Brigand, Mme Blin, Mme Bonnivard, M. Dubois, M. Descoeur, M. Boucard et Mme Genevard

ARTICLE 3

Après l'article 26, insérer l'alinéa suivant :

« 3° *bis* BB Au début de la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 115, les mots : « Lorsque la partie ne réside pas dans le ressort de la juridiction compétente, » sont supprimés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les auteurs de cet amendement proposent d'unifier et simplifier le formalisme de la désignation d'avocat.

L'article 115 du code de procédure pénale vise à faire connaître par les parties libres au juge d'instruction le nom de l'avocat désigné. Si l'intéressé demeure dans le ressort de la juridiction, sa demande doit être faite à la suite d'un déplacement au greffe de la juridiction. Celui qui ne réside pas dans le ressort de la juridiction peut, lui, adresser sa désignation par une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Pour les auteurs de cet amendement, ce formalisme et cette différence de traitement ne se justifient pas.